



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CHRU Besançon

Besançon, le 13 mars 2023

***Il n'y a rien à négocier :
amplifions la grève et la mobilisation jusqu'au retrait !***

Les grèves et manifestations des 7, 8, 9 et 11 mars contre la réforme des retraites, ont confirmé de façon spectaculaire la force et la profondeur de la mobilisation. De l'aveu du ministère, l'affluence aux manifestations du 7 mars a été la plus importante jamais atteinte ! Pendant ce temps, le Sénat a fini de débattre et le texte retourne à l'Assemblée nationale – cette Assemblée où le ministre macroniste Dupond-Moretti fait des bras d'honneur à ses amis de LR ! Mais pour les millions de travailleurs et de travailleuses qui doivent payer d'une vie au boulot les 152 milliards de bénéfices record des patrons du CAC 40 et les cadeaux que leur fait le gouvernement, il n'y a aucun débat : cette réforme ne doit pas passer. De l'argent il y en a, dans les caisses du patronat !

Qu'il la ferme, qu'il cède ou qu'il dégage !

La grève continue dans plusieurs entreprises et services publics, comme à la SNCF, dans les raffineries de Total, chez les éboueurs, les électriciens, dans les ports et docks, les centrales nucléaires ou encore dans des écoles et établissements scolaires... Ceux et celles qui se mobilisent ont bien compris qu'il n'y a rien à attendre d'une rencontre avec Macron, comme l'a demandé en suppliant l'intersyndicale pour le « sortir de son silence ». Le président lui-même l'a envoyée bouler : il n'y a rien à négocier !

Après Jean-Luc Mélenchon, qui voudrait offrir à Macron une sortie « par le haut », ce sont maintenant les directions syndicales qui parlent de « consultation citoyenne ». Mais Macron sait qu'il est minoritaire, pourquoi organiserait-il un référendum ? Pour mieux dissoudre ? Voilà un tour d'apprentis sorciers bien en dessous de la situation. Et il faudrait mettre des forces dans une telle bataille institutionnelle ? Autant les utiliser dans la rue et par la grève pour qu'il retire sa réforme sans condition !

Marine Le Pen appelle aussi au référendum, et espère bien l'échec de la mobilisation, à laquelle elle n'a jamais appelé et qu'elle condamne à la moindre occasion... Elle aussi ferait ses choux gras d'une issue institutionnelle et de nouveaux succès électoraux pour le RN.

Gouvernement, Sénat, Assemblée, avec des 47.1, 47.3, 44.3, ou menace de 49.3 ; intersyndicale et partis institutionnels, avec des consultations citoyennes... Tout ce beau monde cherche sa solution institutionnelle pour enterrer la mobilisation. Mais 90 % de la population active de ce pays sont contre la réforme et n'ont pas renoncé à descendre dans la rue, ni à la grève ou à sa reconduction. Notre mobilisation cette semaine va compter.

C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons !

C'est ça notre force à nous, travailleuses et travailleurs, qui faisons tourner la société : celle de pouvoir arrêter le pays et la machine à profits.

Car la « consultation » a déjà lieu tous les jours : à chaque vote de grève, à chaque manifestation, à chaque action de grévistes. Les grèves sur les salaires ne se sont pas arrêtées. Dans le Nord, c'est le tour d'une centaine de salariés de Novares, sous-traitant de Toyota, d'être en grève ; à PSA-Stellantis, même les intérimaires se sont mobilisés à Hordain, Vesoul et Mulhouse pour réclamer la prime des embauchés, des augmentations de salaire et des embauches. C'est la même chose dans les transports à Keolis, dans l'aéronautique chez les sous-traitants de Dassault...

Notre mobilisation et nos grèves doivent s'amplifier, se généraliser, la grève doit être reconduite pour mettre réellement tout le pays à l'arrêt, sans donner au gouvernement et au patronat la moindre date ou solution de retour au calme. Allons vers un mouvement qui ne soit pas planifié seulement par les directions syndicales, mais qui décide par lui-même où il va. C'est cela qu'il nous faut préparer, par des assemblées générales, des comités de grève, des assemblées interprofessionnelles...

Oui, la victoire est possible. Il faut continuer à amplifier la grève, ne pas s'arrêter au 15 mars, mais décider des suites pour aller jusqu'au retrait de la réforme et de l'ensemble des attaques du gouvernement et du patronat !

**Tous et toutes à la
manifestation à Besançon**

Mercredi 15 mars à 14 heures place Battant

Deux ans de plus, c'est le bagne

La DRH fait appel à des candidatures d'ASH, pour la promotion professionnelle d'aide-soignant. Cette formation permettra d'avoir un travail qui peut être plus intéressant, et mieux payé.

Mais, qu'il s'agisse du travail des AS, de celui des brancardiers ou de celui des ASH, qu'il soit considéré comme relevant des catégories B ou C, c'est un travail tout particulièrement pénible, et beaucoup arrivent à l'âge de la retraite avec de très gros problèmes de santé.

Tout travail mérite salaire

Dans un très grand nombre d'hôpitaux, depuis des mois, les Ibode (infirmières de blocs opératoires diplômées d'État) dont la formation est de deux ans après le diplôme d'IDE, sont remplacées par ces dernières, après seulement 28 heures de formation, avec un salaire d'IDE.

Actuellement la DRH fait appel à candidature, proposant aux IDE souhaitant devenir Iade, Ibode où puéricultrices de postuler pour profiter de ces promotions. Mais attention, c'est un véritable parcours du combattant !

Pour de vraies promotions professionnelles

Pour limiter les départs des salariés, le gouvernement devrait avoir une politique massive de promotions professionnelles, mais il y a fort à parier que le nombre de candidatures retenues sera bien en dessous des besoins.

Pénurie de personnel à l'imagerie

Dans le pôle imagerie, il manque encore et toujours du personnel. Entre l'arrivée prochaine d'une troisième IRM et l'installation d'une nouvelle salle interventionnelle en fin d'année, il faudrait, au moins dix manipulateurs supplémentaires.

Et cela sans parler des professionnels qui seraient attirés par le secteur privé qui recrute avec de meilleurs salaires, sans travail de nuit ni de week-end, puisqu'il n'y a pas d'urgences..

Et pourtant il semble qu'il n'y ait eu que sept entretiens, et les rares embauches se font toujours en CDD.

Urgences, la crise s'aggrave

Devant une dégradation qui semble ne plus devoir s'arrêter, conséquence mais aussi cause du manque de 30 % de médecins urgentistes, la direction du

CHU de Bordeaux envisage la fermeture « temporaire » d'un des deux services d'urgence.

Là-bas, les ambulances font la queue devant les différents services d'urgence du département. Des patients sont agglutinés, brancard contre brancard, et attendent des heures avant de voir un médecin. Dans les cliniques, des urgences ferment brutalement plusieurs nuits par semaine, voire des week-ends entiers. Quant au 15, complètement débordé, il ne peut plus suivre le rythme de toutes les urgences vitales.

Cette situation catastrophique est semblable, peu ou prou, dans la plupart des hôpitaux du pays, y compris à Besançon.

Il serait illusoire de penser que la situation pourrait s'améliorer sans que nous tous, personnel hospitalier de toutes professions, paramédicaux, médicaux, ouvriers ou administratifs, ne prenions nous-mêmes les choses en main pour imposer une tout autre organisation de l'hôpital et des embauches massives, et pour cela des salaires et des conditions de travail qui respectent chacune et chacun.

Les petites maternités dans le viseur

L'Académie de médecine pointe du doigt le manque de personnel dans les petites maternités et propose de fermer 111 d'entre elles qui réalisent moins de 1 000 accouchements par an. Ceci « pour éviter de mettre en danger les femmes et les enfants ». En l'an 2000 on dénombrait plus de 20 000 lits dans 742 maternités ; en décembre 2019, il n'en restait que 15 057 et un an plus tard, 14 803 répartis dans 478 maternités, chiffre tombé à 471 en 2022. Et voilà que cette vague de fermetures risque encore de s'accélérer ! Obliger une femme à faire une heure de voiture ou plus pour accoucher, c'est jouer avec sa santé et celle de son bébé.

La solution, comme dans toutes les structures de soin, c'est au contraire d'embaucher massivement en offrant les conditions de travail et de salaire qui le permettent.

CAC 40 : des bénéfiques insolents !

38 des 40 entreprises du CAC 40 totalisent un bénéfice net de 152 milliards pour 2022, 15 milliards de plus qu'en 2021. Et si Renault affiche un déficit comptable, ce n'est que parce qu'il défalque de ses bénéfices le fait d'avoir dû abandonner sa filiale russe Autovaz.

152 milliards dont on pourrait trouver bien d'autres usages !